

LA HAUSSE DES PRIX

première conséquence
du réarmement

Le niveau de vie des travailleurs est menacé



Les incidences du réarmement sur la distribution des marchandises étaient à poivre, ce qui confirme avec élégance qu'il n'est pas possible de relever les conditions d'existence des travailleurs et de donner à l'armement une place croissante dans l'économie :

La presse parle d'une augmentation de l'huile de l'ordre de 20 %, de 50 francs de plus au kilo pour le chocolat et le café mais toute une gamme de produits et d'articles sont touchés par la hausse : chaussures, articles de ménage, produits chimiques, textiles, charbon, fruits, légumes, viande, charcuterie, et tous les produits d'épicerie et de crème.

La hausse de ces marchandises est déterminée évidemment par la rafale de matières premières sur le marché mondial, rafale qui a élevé les cours en raréfiant les matières premières destinées au secteur civil pour les stocker dans le respect général de la politique d'armement, rafale qui favorise d'autre part une gourmandise.

Les pouvoirs publics sont évidemment impuissants à réfréner cette hausse puisqu'ils a pour but précisément de faire consommer moins de ce qui est utile à la vie et de produire plus de ce qui n'a aucune utilité économique directe, but de la politique gouvernementale actuelle.

Il est évident que les militaires et les politiques présentent cette limitation de la consommation, cette misère plus grande pour les travailleurs comme un sacrifice indispensable pour défendre la « liberté ».

Les travailleurs sont victimes en période de paix relative par le fait « des affaires qui ne tournent pas rond », ils le sont davantage ensuite lorsque la machine de guerre s'embrase pour hacher toutes les richesses sociales, et cette fameuse coalition atlantique est appellée à servir toujours plus la ceinture de l'ouvrier jusqu'au moment où les opérations militaires aboutiront de créer l'enfer, le grand marché noir et les queues devant les boutiques presque vides.

Et pourquoi tout cela? Parce que le monde dans ses rapports depuis les personnes jusqu'aux grands Etats ne connaît que la concurrence comme loi essentielle de vie.

1^{er} Concurrence économique par l'ex-

Cinquante-sixième année. — N° 253
VENDREDI 26 JANVIER 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

LA PAIX DIPLOMATIQUE c'est encore la guerre

Letourneau a fait une déclaration concernant l'Indochine : lui aussi veut la paix mais Ho Chi Minh peut tenir également le même langage. Lui aussi veut la paix mais il pense que la guerre lui permettra de mettre la main sur 22.000 hectares de terres à riz, propriété actuelle des colons et des missionnaires...

Il pense pouvoir monnayer pour le compte de l'économie indochinoise la production de caoutchouc et utiliser à des fins d'industrialisation, de création d'usines dans les campagnes, le très riche anthracite du Tonkin, le zinc, l'étain, le ciment, matières aujourd'hui exportées pour enrichir une poignée de potentiels. La guerre n'est voulue par personne mais elle se fait et la guerre d'Indochine, si elle est vue par la majorité de la population comme une affaire ennuieuse qui coûte des milliards et du sang, elle est considérée par les « élites » indochinoises comme le moyen d'en finir avec le « fait capitaliste » qui constitue le colonialisme, et c'est là un réflexe plus national que social, plus lutte de place que lutte de classe étant donné que les bénéfices que la communauté indochinoise peut tirer dans l'immédiat d'une disparition du colonialisme sont très aléatoires.

Il pense pouvoir monnayer pour le compte de l'économie indochinoise la production de caoutchouc et utiliser à des fins d'industrialisation, de création d'usines dans les campagnes, le très riche anthracite du Tonkin, le zinc, l'étain, le ciment, matières aujourd'hui exportées pour enrichir une poignée de potentiels. La guerre n'est voulue par personne mais elle se fait et la guerre d'Indochine, si elle est vue par la majorité de la population comme une affaire ennuieuse qui coûte des milliards et du sang, elle est considérée par les « élites » indochinoises comme le moyen d'en finir avec le « fait capitaliste » qui constitue le colonialisme, et c'est là un réflexe plus national que social, plus lutte de place que lutte de classe étant donné que les bénéfices que la communauté indochinoise peut tirer dans l'immédiat d'une disparition du colonialisme sont très aléatoires.

Et les vieilles badernes de « l'économie » vont accuser les syndicalistes ouvriers d'être des facteurs d'inflation en poussant à la hausse des salaires.

Le grand malheur c'est que la machine étatique et capitaliste ne se détruit pas sous l'aileron d'une hausse de salaires, mais trouve toujours le moyen de fonctionner sans coup férir, car elle reprend toujours ce que le travailleur a conquis, même si le salaire s'élève en poussant à la hausse des salaires.

Mais dans cette grande guerre préparée et dont l'histoire d'Indochine n'est qu'une étape, il n'y a pas que des raisons économiques et sociales qui préminent. Il y a aussi des raisons stratégiques.

L'Indochine, pour reprendre cet exemple, est enclavée, entre le monde indien et le monde chinois et s'avance profondément dans l'océan Pacifique. Elle est proche de Sumatra et de Bornéo, îles à matières premières, c'est une plaque tournante pour la « protection » ou la conquête de l'Indonésie et c'est une plate-forme indispensable dans les grands réseaux commerciaux aériens et maritimes qui lient l'Afrique, l'Europe, la Chine et le Japon. Or, dans la concurrence militaire de deux mondes, c'est une base de première importance comme la Corée est une base tournée contre les centres industriels sibériens et mandchous, ou brisé sur le Japon selon qui la pose sera.

C'est pourquoi la position de Washington vis-à-vis de contre-propositions de Pékin comme la position chinoise vis-à-vis des « agresseurs impérialistes » apparaissent l'une et l'autre comme une infâme comédie car si Mao Tsé Tung veut se débarrasser de l'entreprise américaine en Asie, le Département d'Etat veut au contraire maintenir et faire progresser cette entreprise, d'abord pour empêcher l'ennemi dissimilé mais n° 1 de devenir trop puissant et par conséquent le tenir en respect, ensuite pour empêcher que l'économie chinoise s'intègre dans l'économie soviétique et devienne un deuxième gros morceau enlevé au circuit commercial capitaliste. C'est pourquoi dans les appels de Truman il est tant question de lutte pour la vie future des Etats-Unis ; les poli-

A LORS même que les préparatifs de guerre se précisent, qu'internationalement tout est mis en branle pour que rien ne soit oublié dans la mise au point du mécanisme, de tous les horizons politiques et diplomatiques, fusent des déclarations de paix. Le général Eisenhower lui-même, avec une franchise bien américaine, a reconnu que la guerre ne résoudrait rien ; Nehru, à qui il fut demandé sa position dans la guerre latente, indiquait que le mal était la course aux armements, ceci dit avec des réminiscences gandhistes ; il n'est que des militaires du type Emmet O'Donnell qui se trouvent d'ailleurs dans tous les pays qui peuvent regretter les états-majors en campagne et les armées en mouvement.

Tous voient non seulement la guerre qu'ils considèrent comme fatale mais sont obsédés par les données du problème impérialiste : maintenir une économie en continue expansion, non contrariée par un système économique fermé ou entrouvert.

En effet, le reproche que le socialisme « fiscal » américain fait au socialisme d'Etat soviétique ce n'est pas d'être socialiste mais c'est d'être un concurrent économique et politique.

D'être un concurrent économique : 1^{er} en empêchant l'établissement de capitaux américains en U.R.S.S., 2^o d'être un concurrent politique en représentant une conception du monde que l'américanisme veut réaliser d'une autre manière, par une démocratisation mécanique. Mais l'un se base sur des cadres ouvriers, l'autre sur les cadres privilégiés pour arriver au même résultat :

Un pouvoir bureaucratique et puissant d'une part, une large masse qui travaille et qui doit obéir de l'autre.

C'est pour atteindre ce résultat que dans les écoles de guerre les stratégies soviétiques et américaines enseignent la science militaire.

C'est pour cela que l'économie américaine produira désormais par an, pour rattraper le temps perdu, 50.000 avions et 35.000 chars.

C'est pour cela aussi que le commandement atlantique a refondé sa tactique générale en donnant à chaque pays adhérent au pacte la place qui lui revient dans l'échiquier stratégique, en y incluant évidemment l'Allemagne occidentale et l'Espagne : l'armée de choc et l'armée de résistance.

Pourtant, tout ne va pas si bien chez

les militaires. L'expérience de Corée a déjoué tous les pronostics. Une armée de 250.000 hommes, puissamment outillée, soutenue par l'aviation et la marine, a été mise sur la défensive par une armée de guerilleros sans aviation, presque sans artillerie et sans blindé.

Les militaires pensaient que l'envier des bombardements et de l'artillerie al-

lait éclaircir les rangs chinois par le « sauve qui peut » et il se trouve que cette résistance, faite en dehors des règles militaires, inquiète les stratégies au point de vouloir faire des centres industriels chinois montés avec les capitaux anglais, un amas de décombres.

Mais les « politiques » modèrent cette impatience car ils savent que la guerre est un problème politique, que la partie « destructive » de la guerre est onéreuse et inefficace. Il serait tellement plus utile d'empêcher la Chine de basculer de son énorme poids dans la trappe stalinienne.

Et dès lors les horoscopes furent sur « l'inconnue » américaine. Vont-ils rembarquer? Vont-ils se maintenir?

(Suite page 4, 1^{re} col.)

LA FAMINE MENACE-T-ELLE ?

LE LIBERTAIRE s'« enrichit » cette semaine d'une collaboration aussi inattendue... qu'involontaire : celle de M. Edouard Bonnefous, député de Seine-et-Oise, président de la Commission des Affaires étrangères.

À la vérité, cet honorable représentant du Peuple n'a pas écrit cet article pour le Libertaire, mais pour le journal « Toutes les Nouvelles » de Versailles, l'hebdomadaire bien pensant du chef-lieu de Seine-et-Oise.

Toutefois, cet exposé nous a paru si pertinent que nous avons jugé utile de le reproduire intégralement.

A nos lecteurs de juger !

LA crise très grave dans laquelle nous sommes plongés et qui menace toute la civilisation ne se résoudra pas seulement par la guerre et par ses victoires militaires. Elle a de multiples causes, des aspects très divers, elle nécessite des solutions constructives à l'échelle mondiale.

Sait-on que l'un des problèmes les plusangoissants est l'accroissement considérable de la population mondiale dans le même temps où la production alimentaire n'est pas loin de plafonner?

La famine a toujours suivi la guerre, mais la sous-alimentation est une question posée maintenant de façon permanente un peu partout sur le globe, prin-

cipalement dans le Proche-Orient, illustrant ainsi les thèses anciennes du malthusianisme.

S'il faut en croire les rapports de la F.A.O., la production alimentaire plafonnera, dès cette année. En 1960, pour nourrir le monde, il faudra doubler la production du lait, tripler celle de fruits et de légumes, augmenter de 20 % celle de céréales, de 46 % celle de viande.

Nous en sommes donc bien à ce point où « l'Essay of principle of population » indiquait que les courbes du peuplement et des moyens d'existence allaient se croiser. Des voix un peu partout reprennent le cri d'alarme de Mal-

(Suite page 2, col. 4.)

L'INFLATION ET L'ETAT

CES derniers temps, et en particulier depuis que le réarmement intensif de l'Occident est chose commencée, on a beaucoup parlé du « spectre » de l'inflation en France comme aux U.S.A. et dans l'ensemble des satellites américains. En effet, lorsque une fraction considérable de l'économie fonctionne en vue de la préparation à la guerre, les denrées de consommation courante sont produites inévitablement sur une échelle de plus en plus étroite. Dans la production nationale, on fait de plus en plus d'uniformes et de moins en moins d'habits, de plus en plus de tanks et de moins en moins de tracteurs, etc. Cependant toute cette importante portion de l'économie qui tourne pour le casse-pipe distribue aux ouvriers des salaires d'autant plus considérables à la longue « en chiffres » qu'on s'arrange pour leur imposer des heures supplémentaires par des moyens plus ou moins détournés.

Dans la pratique se rencontrent donc une masse monétaire importante représentant les salaires des travailleurs, et de moins en moins de mar-

chandise d'usage courant, vital, à acheter avec ces salaires. D'où un double cause d'augmentation de prix de ces marchandises : accroissement de la demande, diminution de l'offre. Le pouvoir d'achat réel des salaires diminue de plus en plus, d'où crainte des patrons et de l'Etat de voir se déclencher des mouvements sociaux, qui mettraient en péril l'équilibre économique précaire de leur exploitation. C'est cela, le « spectre » de l'inflation. Peu importe aux dirigeants de l'économie que les travailleurs soient davantage volés mais ils ont peur de leur protestation active.

L'inflation est un mal terrible », s'exclament les représentants de l'Etat avec des tremblements dans la voix. Mais ils ne disent pas une chose : que c'est trop d'inflation qu'ils craignent, et non pas l'inflation en elle-même l'inflation persistante, chronique, régulière, qui ne fait que leur rendre service. Car tout le budget de l'Etat, depuis la première guerre mondiale, arrive à se tenir en équilibre grâce à ce vol camouflé des travailleurs, retraités des économies faibles, qui se nomme l'inflation.

Depuis trente-six ans, d'après les estimations d'Alfred Sauvy, la hausse des prix a été en moyenne de 15 % par an. Il n'y a eu qu'une période de stabilité (1927-1929), celle de Poincaré, qui provenait précisément de la terreur de l'opinion (lisez la bourgeoisie et ses politiciens) devant l'inflation galopante de 1926. Comme toujours, c'est le trop d'inflation que les hommes d'Etat craignent. Car cette petite hausse de la vie de 15 % par an a permis à l'Etat de couvrir les trois-quarts des dépenses publiques (vous lisez bien : les trois-quarts!). Et vive la « petite » inflation. L'Etat doit certes toujours la même somme, en principe, aux malheureux qui ont voulu faire des économies pour leurs vieux jours, et les « placer ». En fait, avec ce qui devait représenter un mois de leur existence, ils pourront acheter une livre de pain. Leurs cent francs sont devenus aujourd'hui des francs papier de la IV République. On trouvera bien facilement d'autres gogos, qui prêteront cette somme négligeable, avec laquelle on remboursera les premiers plus un ridicule intérêt, et, d'ici vingt ans une nouvelle génération de

vaches à lait pour rembourser les seconds — si la valeur du franc d'alors vaut le dérangement. Evidemment, nous schématissons, mais c'est bien le principe, et c'est ainsi qu'il s'applique, hélas.

Ainsi, sur 400 francs que dépense l'Etat, trois cents proviennent d'une manière ou d'une autre de ce vol non prévu dans la Constitution, et discret,

qui se nomme inflation. Les cent autres proviennent du vol légal qui a pour nom les impôts. Et il n'y a pas que les rentiers, les pensionnés, les

(Suite page 4, col. 3.)

LES 100 FR. DU « LIB »...

sont versés par de nombreux camarades, sympathisants et militants. Or, les tarifs pratiqués dans la Presse ne cessent d'augmenter : Aussi, pour que le « LIB » subsiste, pour qu'il ait des chances d'accroître ses moyens de diffusion, les versements doivent être effectués régulièrement

...CHAQUE SEMAINE !

Aux « Combattants de la Paix » de Saint-Nazaire

Les « Combattants de la Paix » de Saint-Nazaire ont organisé une pétition contre le réarmement de l'Allemagne.

Imitant le texte proposé aux signatures, nous faisons connaître aux Nazairiens ce que les promoteurs de cet acte se devaient de proclamer s'ils avaient été des pacifistes sincères :

RÉARMER L'ALLEMAGNE !

C'EST METTRE NOTRE PATRIE EN DANGER

C'EST COMPROMETTRE LA PAIX

Nous n'avons pas de haine contre le peuple allemand. Nous savons que lui non plus ne veut pas de réarmement qui ne peut se faire qu'avec l'appui des généraux vaincus, des S.S., des nazis qui nous hantent et ne rêvent que de revanche.

Le réarmement allemand sanctionnerait la coupe de l'Allemagne, donnerait le pouvoir aux généraux qui déjà proclament leur volonté de reconstruire le Grand Reich par la force des armes, et au cœur de l'Europe un danger extrêmement grave et permanent : CHAQUE INCIDENT RISQUE DE DECLANCHER UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE.

Nous nous souvenons des événements qui ont suivi 1918, nous savons sous quel camouflage, de concession en concession, l'armée allemande s'est reconstruite et qu'il est utopique de croire que l'on peut contrôler la force armée allemande.

1870 - 1914 - 1940

Nous nous souvenons, et, fidèles à nos morts, nous pensons qu'en ces heures graves il est de notre devoir de nous adresser à la population de notre région si durement éprouvée par la dernière guerre, et de lui demander d'affirmer que le désarmement général de l'Allemagne, tant à l'Ouest qu'à l'Est, dans le respect des accords signés, est la condition essentielle du maintien de la paix.

Nous nous souvenons de tous les morts et il est de notre devoir de nous adresser aux vivants pour leur rappeler que les accords signés entre les Etats n'ont jamais été que des chiffres de papier et que l'action directe des hommes de tous les pays pour la conquête de leurs droits est la condition essentielle de la Paix.

"LA REVOLUTION SANS ETAT": L'instruction publique

L'organisation de l'enseignement fut placée au même rang que l'établissement de l'égalité sociale. Elle figurait dans tous les statuts des collectivités. Dès le premier jour, la collectivité agraire ou la commune chargea la section locale du bâtiment, soit d'aménager spécialement de grandes propriétés bourgeois expropriées, soit d'achever rapidement la construction d'établissements scolaires commencés par l'Etat avant ou pendant la République, et soit de réformer les établissements scolaires ou les couvents religieux, soit de construire des écoles nouvelles.

On fit venir des villes des instituteurs et des institutrices, des bacheliers sans emploi, des hommes et des femmes ayant une culture suffisante et le sens de la pédagogie — et ces maîtres improvisés ne furent pas toujours les moins capables. On acheta dans les capitales des provinces le mobilier scolaire le plus moderne et tout le matériel d'enseignement nécessaire. Et les instituteurs, les femmes de ménage, les cuisinières, les professeurs de dessin, les monitrices, quand il y en eut, furent payés par la commune ou la collectivité locale.

Le nouvel ordre de choses avait, lui aussi, proclamé l'instruction publique obligatoire, mais il l'avait rendue possible d'abord en ouvrant partout des écoles avec une rapidité jusqu'alors inégalée, ensuite, en assurant à tous les habitants, quel que soit leur âge, les moyens d'existence suffisants pour que les parents n'aient plus besoin d'envoyer leurs enfants travailler. L'égalité économique devenait un puissant auxiliaire de l'instruction obligatoire. Et les parents eussent-ils voulu, soit négligence, soit ignorance, envoyer leurs enfants travailler, cela eût été impossible, car, au-dessous de quatorze ans, aucun garçon ou fillette n'était admis au travail, et, s'il le fallait, la collectivité, en la personne de l'instituteur, du comité et des autres camarades, intervenait.

Un an après l'établissement de la collectivité, tous les enfants pouvant apprendre à lire et à écrire avaient reçu, et continuaient de recevoir, l'instruction à laquelle ils avaient droit. Des écoles secondaires auxquelles on envoyait les élèves les plus doués étaient maintenues dans les villes.

L'exemple de la Révolution libertaire espagnole nous prouve que l'instruction publique, du moins l'enseignement élémentaire, peut être assuré sans l'Etat.

1951 Le calendrier du "Lib" sera entre toutes les mains

Passez votre commande d'urgence.

Prix 80 fr. - Franco 95 fr.
par 10 Ex. 10 % de Remise
C.C.P. E. Guillemau
Paris 5072-44

Suite de l'étude de Gaston LEVAL (I)

Il a fallu pour cela ce que l'on peut trouver partout : des pierres, de la chaux, du plâtre, du ciment, du bois, du fer et surtout des hommes. Des hommes guidés par un grand idéal, aimant l'enfance et ayant la volonté de la servir.

Ce qui a été fait en Espagne peut être fait partout ; nous ne disons pas son état mental actuel, par toute la population, mais au moins sur l'initiative de minorités particulièrement attirées par cette tâche, comme d'autres sont par des tâches différentes, et qui pourront y intéresser une partie suffisante de la population pour que les réalisations pédagogiques atteignent l'ampleur et la beauté qu'elles doivent atteindre.

Car c'est dans ce genre de réalisations faites pour ce qui n'est pas économiquement rentable, ou pour ce qui ne semble pas, c'est dans l'effort et les ressources dépensées pour l'éducation, la culture intellectuelle et l'élevation de l'esprit que l'on peut mesurer la supériorité morale des hommes, leur degré de civilité et celui de la civilisation d'un peuple.

Cette conception libertaire de l'organisation de l'enseignement par la collectivité locale, en accord avec les instituteurs — qui n'empêche pas les plans d'ensemble dans la mesure où ils sont nécessaires et applicables — aurait pour résultat de faire, sur une vaste échelle, ce que, dans sa sphère d'influence, a préconisé et réalisé aux Etats-Unis, où les progrès de la pédagogie sont admirables, le grand pédagogue d'origine italienne Angelo Patri : grouper autour de l'école une partie de la population, l'amalgamer dans les activités scolaires qui ne doivent pas se limiter à l'enseignement des matières classiques, faire de l'école, en chaque localité, le centre principal de civilité, le facteur principal d'épanouissement de la conscience sociale supérieure.

—

St, jusqu'ici, nous n'avons pas parlé de la participation des organisations d'instituteurs, ce n'est pas que nous ayons l'intention de les en écarter. Mais, par l'ampleur des ressources que requiert la construction, l'aménagement, l'entretien, la vie d'un établissement scolaire digne de notre époque, l'accomplissement des fonctions complémentaires, dont le nombre et l'importance ne peuvent que se multiplier, l'école doit être le fait de la collectivité. Mais les instituteurs devront logiquement figurer parmi les premiers animateurs et les meilleurs conseillers de cette activité. Sans quoi, ils ne mériteraient pas la mission qu'on leur confiera.

Trop souvent, dans la société actuelle, on est instituteur comme on est commerçant, policier ou charbon : pour gagner sa vie, sans sentir la grandeur du rôle social que l'on doit jouer. Avec sa froideur bureaucratique et son train-

train routinier, l'Etat ne fait rien pour illuminer et enflammer l'esprit des pédagogues. Ce n'est pas lui qui a élevé les conceptions, élargi les buts et perfectionné la technique de la pédagogie. Il a pu, dans certains cas, dicter des réformes intéressantes et secondaires, mais toujours il fut précédé, par ceux que soulevait la flamme de l'apostolat. Les noms de Rousseau, qui est à l'origine de la pédagogie moderne, de Pestalozzi, dont l'apostolat a inspiré pendant si longtemps de nombreux réformateurs ; de Froebel, qui créa les jardins d'enfants ; de pédagogues moins connus, mais dont, dans leur pays respectif, la pensée et l'action ont gagné les consciences et secoué la routine, jalonnent l'histoire de la pédagogie. Et les progrès réalisés depuis le commencement de ce siècle sont inséparables des noms de John Dewey et de ses collaborateurs ; de Maria Montessori, créatrice du Plan de Dalton ; de Debroly, fondatrice de la méthode la plus complète de pédagogie, expérimentale et scientifique ; de Ferrière, d'Angelo Patri, de Binet, de Claparède, de Freinet. Les progrès accomplis dans les écoles sont le plus souvent résultats de l'effort d'une multitude de pionniers ignorés, inspirés par les maîtres de tous les pays dont ils adoptent les principes et les appliquent selon les conditions du milieu et du moment.

Débarrassés des luttes d'esprit corporatif ayant pour but l'amélioration de leurs conditions d'existence, les syndicats et les fédérations d'instituteurs pourraient, eux aussi, ne plus s'occuper que de bien accomplir leur tâche, de perfectionner leurs méthodes, d'harmoniser l'enseignement des connaissances classiques avec celui de l'art, des sciences naturelles et expérimentales, etc. De faire, des loisirs intelligemment organisés, une source de joie et d'enseignements nouveaux. De prodiguer, enfin, tout ce que la pédagogie et la plus noble conception humaniste de la vie pourraient réaliser pour l'enfance.

(A suivre.)

(1) Voir le « Lib » du 10-1-51.

Pour le « Lib »

Souscription permanente du 6-11-50
au 19-1-51

Olive, 100 ; Kiosque République, 50 ; Pierrefitte, 180 ; Librairie Universitaire, 100 ; Grotte Levallais-Dumont, 100 ; Grotte, 100 ; Guignard, 100 ; Gpe. L. Cola, 100 ; Comerly, 200 ; Une Sourirante, 75 ; Coulaud, 233 ; Zermis, 50 ; Burot, 150 ; Chrysostome, 100 ; H. L., 100 ; Pierre et André, 250 ; Hanc, 200 ; Boudouïs, 100 ; Março, 100 ; Maud, 100 ; Levallois, 40 ; Lola, 100 ; Grotte, 100 ; Grotte, 100 ; Grotte Est, 50 ; Robert Sat, 90 ; Magri, 100 ; Astaldi, 100 ; Burot, 120 ; Chrysostome, 50 ; Klotz, 200 ; Bessant, 150 ; Dufour, 300 ; X, 100 ; XX, 150 ; Gpe. Est, 40 ; XXX, 200 ; Pierre, 100 ; Roger, 100 ; Claude, 100 ; Daradar, 200 ; Alceste, 400 ; Boulanger, 200 ; T. Albert, 100 ; Bonnin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25 ; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Erke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyen, 50 ; Saulnier, 100 ; Grotte Est, 20 ; R. Dupont, 100 ; Sat, 100 ; Gpe. Est, 50 ; Fauret, 840 ; Un Chrétien, 100 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Libre Tassan, 100 ; Bonin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe. Est, 40 ; Vilmain

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

LA F. A. JAPONAISE : ORGANISATION DE COMBAT

Une lettre du Japon nous annonçait la restructuration du mouvement anarchiste sur le modèle de la F.A. de France, un article précise le contenu de cette intention :

Depuis la guerre de Corée le monde entier est sur un volcan prêt à entrer en éruption. Dans notre pays, comme ailleurs, se livre le combat entre les deux régimes qui dominent le monde. Le gouvernement réarme et pratique la surexposition, et le parti staliniens mène son action propre par des moyens illégaux.

Nous autres, anarchistes japonais, ne nous allions à aucun des deux blocs, mais cela ne suffit pas, il nous incombe aussi d'éduquer les masses, car la présente crise tend à aboutir à l'insurrection d'une oppression monolithique. Notre combat contre l'exploitation étatique et la démagogie stalinienne doit être renforcé.

Ainsi, il nous faut déterminer si la Fédération Anarchiste japonaise est apte à la lutte. A la fin du dernier conflit, il était logique que nous fédérions, à l'échelle nationale, toutes les tendances anarchistes par une « discipline élastique ». Cependant, les modifications de la situation ont montré l'inéficacité de notre organisation en ce qui concerne certains aspects de la lutte.

Avant tout, il importe de réaliser l'unité idéologique. Adhérents à notre fédération des anarchistes communistes, individualistes, syndicalistes, sans compter les « purs ». Or, ces diverses écoles n'ont subi aucun progrès, malgré les acquisitions politiques, économiques et scientifiques du siècle. Elles ne font que se plier à un dogme unique.

Ainsi, la F.A.J. n'ayant pas d'unité idéologique, l'action en vue de la révolution sociale est mise en veilleuse. Certains pensaient à une révolte paysanne avec des bâtons, d'autres déconsidéraient la lutte des classes. Les « purs », enfin, ne voulaient pas reconnaître la possibilité d'une action révolutionnaire dans les syndicats. Il est évident qu'une telle organisation était incapable de faire face à toutes les attaques adverses conjuguées.

Il est vrai que l'unité d'action est très désirable, cependant, il faut attendre que celle-ci se réalise pour commencer la lutte, il n'y aurait qu'à abandonner immédiatement. Nous sommes bien loin de la société idéale, et pour l'instant, il nous faut agir chargés de toutes les chaînes du monde capitaliste.

Pour lutter, il s'agit de mettre à profit le répit dont nous pouvons disposer pour faire face aux dangers qui nous menacent sans interruption. Nos congrès doivent prendre des décisions nettes, des commissions doivent étudier tous les problèmes qui se posent à nous. Pour nous défendre, nous devons nous soumettre à un examen réciproque et il importe que celui qui trahira notre cause et les secrets de notre fédération soit châtié...

Si nous rentrons en polémique sur ces questions, les unes après les autres, à partir de conceptions doctrinaires divergentes, nous serons vaincus par nos ennemis entre temps. Pour transformer notre fédération en organisation de combat, nous devons agir unanimement quant aux idées et aux méthodes, nous unir sur un programme spécifiquement anarchiste permettant de promouvoir la révolution et fondé sur les acquisitions sociales, économiques et scientifiques des cinquantes dernières années et ainsi systématiser l'anarchisme.

Nous ne pouvons donc nous accorder avec ceux des anarchistes individualistes qui nient l'organisation, ne reconnaissent pas la lutte de classe ou ignorent les décisions communes. Ils ne peuvent participer à une organisation de combat. Nous voulons être les plus fervents adeptes des principes anarchistes. Mais, un anarchisme de combat ne peut se fonder sur l'ignorance des conditions de la société réelle. Pour notre auto-défense et pour l'attaque de nos adversaires, il nous faudra être sévères et impitoyables, même envers les nôtres.

Aussi, nous remplacerons la F.A.J. actuelle. Un club ou une société quelconque conviennent à l'agrement, non au combat social.

(Extrait de la « Heimin Shimbum » organe officiel de la F.A.J.).

ESPAGNE

Crimes de Franco

Il y a quelques mois nous avons communiqué, d'accord avec des informations détaillées reproduites par la presse d'émigration, que le militant libertaire connu Barnabé Lopez Calle, pendant plusieurs années à la tête d'un groupe de guérilleros, était tombé dans la lutte avec la garde civile et autres formations politiques franquistes, à Madrid Sidonia (Cadix). Un grand nombre de ses camarades étaient tombés aussi en sa compagnie, tandis que son fils, qui appartenait au même groupe de résistants, avait réussi à s'échapper.

Le journal *Espana Libre* communique maintenant que le fils de Barnabé, à l'âge de 25 ans, vient aussi de perdre la vie. Lui-même et deux autres militants andalous, dont on ignore les noms pour l'instant, ont été attaqués par la Garde Civile et tués sans avoir pu se défendre contre leurs agresseurs.

Dans une des prisons de Valence, le vieux militant anarchosyndicaliste Marcos Villar Mendoza est enfermé depuis quelque temps. Il a été arrêté à Barcelone et a subi des tortures terribles. Pendant tout un mois il a été maltraité cruellement. Un groupe de prisonniers communiqué dans le journal *Espana Libre* que ce camarade est en danger d'être condamné à mort et demande l'organisation d'une campagne de solidarité pour ce militaire menacé sérieusement. Mendoza était connu déjà avant la guerre civile comme bon militaire et vendeur de journaux et littérature confédérale, et pendant la guerre il avait une importante fonction dans la com-

mune de Sagunto, où il était estimé par tous à cause de son attitude digne et humaine.

A.I.T.

Le fameux journal anarchiste *La Protesta*, on le sait, a cessé de paraître comme publication légale. Pendant plusieurs années ce journal, qui paraissait à Buenos Aires, avait été poursuivi par le régime policier péréniste, mais la cause de sa suppression définitive est que le journal a été refusé de participer à la propagande nationaliste prescrite à toutes les publications du pays qui, pendant toute l'année passée, devaient rappeler directement sous le titre, le nom du « libérateur » du pays. Mais *La Protesta* a pu paraître quelquefois avec des éditions clandestines. Une de celle-ci est arrivée au secrétariat de l'AIT, elle est datée de Buenos Aires, novembre 1950, et naturellement on n'y lit rien de l'année du libérateur :

Un grand article à la première page s'occupe de la situation politique au pays de Péron et proteste avant tout contre un nouveau projet de loi qui devrait donner à la terreur gouvernementale des formes inouïes, en dépit du fait que déjà la loi « pour la sûreté de l'Etat » accorde aux autorités des droits extraordinaires dans leur lutte contre les droits civils de la population. Un autre nouveau projet de loi qui déjà a été approuvé par le Sénat et la Chambre des Députés, vise à supprimer « le sabotage » et « l'espionnage » et donne au gouvernement des pleins pouvoirs contre toute forme d'opposition de façon que toute mesure de répression deviendra « légal » après la mise en vigueur de la loi mentionnée. Ce projet, déclare le journal, est tout simplement monstrueux, il est un instrument de la terreur pure et menace tout le peuple argentin. Sous pré-

texte d'empêcher le sabotage, l'espionnage et la diffusion de nouvelles « tendances » ou des faits de « caractère révolutionnaire » qui pourraient être nuisibles aux intérêts de la nation ou favoriser des puissances étrangères en leur procurant des données sur les activités économiques ou militaires de l'Argentine, on donnera au gouvernement un pouvoir illimité pour proclamer l'état de guerre en pleine paix et soumettre toute la vie du peuple au contrôle permanent de l'Etat. Le projet de loi donne au gouvernement la possibilité d'empêcher la diffusion de nouvelles qui, sans être secrètes, pourraient devenir nuisibles aux intérêts du pays, mais cela signifie que le gouvernement aura le droit de supprimer et de censurer ce qu'il voudra.

Le journal cité, qui a huit pages, contient aussi quelques articles spé-

LUTTE CLANDESTINE

ciaux sur la situation syndicale qui est très tendue après la défaite des marins et des ouvriers des constructions navales. La situation de ces deux catégories d'ouvriers est traitée dans des articles spéciaux. L'organisation des Ouvriers en Constructions Navales qui était autonome, est maintenant dissoute et ce qui reste de l'organisation appartient à la CGT, centrale contrôlée par le gouvernement lui-même. Le journal affirme sa conviction que les forces saines des ouvriers de constructions navales porteront les difficultés créées par l'intervention policière et la fermeture des locaux de l'organisation. Les meilleurs éléments de l'organisation continuent de résister au nouvel ordre en Argentine et la fédération renaitra un jour avec toute la force morale d'autrefois.

Un grand article s'occupe aussi du danger de guerre et démontre les intérêts pacifiques des peuples en opposition à tous les blocs impérialistes du monde. L'article termine en déclarant que les anarchistes, au cas d'une nouvelle guerre mondiale, ne se contenteront pas du rôle de spectateurs passifs, mais qu'ils seront prêts à combattre la guerre en formant partout des groupes de lutte et de guérillas, sans demander la permission à personne.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire : 15 fr. (25 fr.) — S. PARANE : Les Anarchistes et la Technocratie, 20 fr. (30 fr.) — F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.) — E. KROPPERTKIN : L'Anarchie, son idéal, sa Philosophie, 30 francs (20 fr.) — Aux Jeunes Gens, 15 fr. (25 fr.) — R. ROCKER : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.) — Y. FOUYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.) — F. ROTHEIN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.) — B. ABEDEDIAN : Pour une révolution, 10 fr. (20 fr.) — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.) — P. GILLE : L'Intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.) — T. L. : La Lafcide, 12 fr. (22 fr.) — IGNOTUS : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.) — PRUDHOMMEE : Catalogue Librairie, 100 fr. (115 fr.) — G. LEVAL : La Communauté, 200 fr. (220 fr.) — DU CAPITAL aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.) — PRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.) — LA REVOLUCION y el estado

(en espagnol), 100 fr. (130 fr.) — J. BURNIAM : L'Ère des Organisateurs, 450 francs (520 fr.) — M. BAKOUNINE : L'Anarchie, 12 fr. (20 fr.) — P. GILLE : LUXEMBOURG : Réformes et Révolution, 210 fr. (240 fr.) — P. GILLE : La Grande-Métamorphose, 150 fr. (180 fr.) — S. FAURE : Mon Communisme, 260 fr. (290 fr.) — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 12 fr. (20 fr.) — G. BRITEL : Péris et autres, 150 fr. (180 fr.) — G. BRITEL : Péris ou distribuer, 70 fr. (85 fr.)

ETUDES

VOLINE : La Révolution Internationale, 450 francs (520 fr.) — M. BAKOUNINE : L'Anarchie, 12 fr. (20 fr.) — P. GILLE : La Grande-Métamorphose, 150 fr. (180 fr.) — P. GILLE : La Grande-Métamorphose, 150 fr. (180 fr.) — M. YVON : Ce qu'est devenu la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.) — V. SERGE : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.) — R. LOUZON : L'Etat et l'Impérialisme, 50 fr. (60 fr.) — J. COLIN : La Guerre du Maréchal, 320 fr. (410 fr.) — C. A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.) — P.-L. TOMORI : Qui succédera au Capitalisme ?, 40 fr. (50 fr.) — M. GRAHAM : Pour la Liberté de Pensée violée, 10 fr. (15 fr.) — E. DE RIBIERE : Discours de la liberté volontaire, 200 fr. (250 fr.) — G. LEVAL : La Communauté, 40 fr. (55 fr.) — DWIGHT MACDONALD : Partir de l'homme, 150 fr. (180 fr.) — A. CILIGA : Lénine et la Révolution, 40 fr. (55 fr.) — KARL MARX : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.) — LASHORTES : Qu'est-ce que le Proletariat ?, 15 fr. (25 fr.)

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'Interprétation Marxiste, 5 fr. (10 fr.) — E. RECLUS : L'Etat et la Mort, 5 fr. (10 fr.) — L. DUBOIN : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.) — E. BERTH : Guerre des Elats et Guerre des Classes, 200 fr. (220 fr.) — DU CAPITAL aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.) — PRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.) — LA REVOLUCION y el estado



INTERNATIONALE
ANARCHISTE
BULGARIE

De Bogdanovodol
à Persyan

L'ARRIVÉE AU CAMP

J'ai été arrêté le 16 décembre 1948 à 3 h. 30 du matin. Deux agents de la police civile et deux en uniforme m'ont emmené au commissariat de police du 1^{er} arrondissement de Sofia, après avoir fait une perquisition minutieuse dans toute la maison.

A midi on nous a transférés, avec les camarades Entcheff et Karanoff — qui étaient déjà là — au commissariat du 5^e et, le soir, nous étions 25 camarades ramassés de la même façon. Après cinq jours passés dans un régime de plein cædre, sans pain et sans eau, nous fûmes aménés à la Sûreté Nationale. Un interrogatoire superficiel et l'enregistrement habituel fût, on nous envoya en jeeps à Pernik, centre minier à 50 km de Sofia. La même soirée, nous étions déjà amenés en camion au camp de concentration de Bogdanovodol. Là, sous un froid de 22° au-dessous de zéro, notre administration continua jusqu'à minuit. J'étais parmi les « chanceux », car certains attendirent leur tour jusqu'au lendemain. Chacun était chez le capitaine Guerchanoff et le directeur Nikoloff et en sortait abruti et crispé de douleur ayant reçu chaque 25 ou 30 coups de fouet. Après avoir poussé dans une baraque et le battant en place.

Vu la situation précaire à Berlin, les anarchistes berlinois ont décidé la fusion de leur organisme « Der Freie Arbeiter » (Le Travailleur Libre) avec celui des anarchistes en Allemagne Occidentale « Befreiung » (Emancipation), paraissant à Mülheim (Ruhr) et qui dispose également des fonds de « Neu Generation ».

Les anciens anarchosyndicalistes présents à Darmstadt, en Allemagne Occidentale, une revue mensuelle bien présentée « Freie Gesellschaft » (« Société Libre »).

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Vu la situation précaire à Berlin, les anarchistes berlinois ont décidé la fusion de leur organisme « Der Freie Arbeiter » (Le Travailleur Libre) avec celui des anarchistes en Allemagne Occidentale « Befreiung » (Emancipation), paraissant à Mülheim (Ruhr) et qui dispose également des fonds de « Neu Generation ».

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.

Le journal paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest », pour le moins socialiste.</

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

L'UNITÉ SYNDICALE ? OUI ! MAIS DANS L'ACTION . . .

La quiétude des temps présents, sur le terrain syndical, permet aux militants de faire le point d'une situation confuse à l'extrême. Les esprits, libérés momentanément de l'excitation des grands mouvements ouvriers, tentent d'analyser les solutions qui redonneront aux travailleurs la confiance en leurs propres forces et au syndicalisme sa virulence passée. Les militants, soucieux d'efficacité, sont amenés à entrevoir — sinon l'unité organique des syndicats ouvriers — du moins la coordination des actions à engager, leur contenu et leurs objectifs. L'UNITÉ est le mot d'ordre du jour.

Au travers des expériences de ces dernières années, le syndicalisme officiel, reconnu d'utilité publique, a grandement fait la démonstration de son inconstance. Il a échoué au grand jour, bien à cœur, son incapacité d'élever les conditions d'existence de la classe ouvrière, non seulement les boutiques concurrentes, qu'elles soient, n'ont pu satisfaire les modestes revendications d'un prolétariat fatigué, mais encore, se sont-elles écartées des buts que se fixaient les inventeurs du syndicalisme : l'abolition du patronat et du salariat. Ceux qui, aujourd'hui se réclament d'un syndicalisme traditionnel font figures d'anachroniques. La cause essentielle en est, que les travailleurs — y compris les plus actifs — ne croient plus en la valeur effective des syndicats. Qu'il nous suffise de jeter un regard sur les mouvements importants qui eurent lieu depuis la « libération » : tous, conditionnés par des impératifs politiques partisans, ont abouti à un échec. Les maigres avantages « arrachés » aux prix de durs efforts, ne représentent pas les sacrifices qu'ils avaient nécessité (1). Personne ne se fait désormais d'illusions sur leurs conséquences. Que ce soit pour les conventions collectives, le minimum vital, les accords locaux de salaires ou la Sécurité sociale, le renforcement de l'intervention de l'Etat dans la répartition des revenus, est une hypothèque flagrante dont les centrales syndicales portent la responsabilité.

Les méthodes de lutte, qui avaient peut-être au dix-neuvième siècle leurs significations, sont aujourd'hui manifestement périmées. Bien mieux, elles ne font qu'appauvrir et ébranler la classe ouvrière, dont le pouvoir d'achat est aujourd'hui, plus que jamais, soumis à rude épreuve.

La recherche de méthodes plus efficaces s'impose donc, mais dans la clarté.

L'unité d'action ou l'union organique peuvent-elles concourir à balayer les routines d'un syndicalisme encrément d'incapables, de trafiquants, de doctrinaires, falots, si ce n'est de pleutres ? nous ne sommes pas de ceux qui pensent que le syndicalisme soit un breviaire dans lequel chacun vient y puiser la vérité immuable et révélée. Il peut et doit grouper les travailleurs dans une action commune, quelles que soient les conceptions qu'ils puissent avoir par ailleurs, sur l'organisation de la société. Rien qu'à ce titre, le syndicalisme est indéniablement réformiste, s'il est considéré comme BUT et non comme MOYEN. Les « syndicalistes révolutionnaires » posant l'organisation syndicale comme postulat social, nous font sourire Pelloutier, Pou-

La Paix diplomatique c'est encore la guerre

(Suite de la première page)

Vont-ils sauver le prestige de l'O.N.U. en faisant payer cher chaque morceau de terrain ?

Mystère qui, comme tous les mystères diplomatiques, s'éclaircit avec beaucoup de sang.

Quels que soient les efforts tentés par les leaders de la conférence du Commonwealth tenue récemment à Londres pour créer une troisième force asiatique, médiateuse, dans les conflits qui opposent l'Europe et l'Asie, il est malaisé de supposer que de louables intentions soient suffisantes pour résoudre des rivalités complexes.

Et pour les mêmes raisons il serait excessif de penser que le neutralisme qui veut dire en clair : « Egarez-vous mais épargnez-nous », puisse avoir dans l'immense conflit mondial une influence calmante.

Le problème reste entier. Il existe de par le monde un nombre de personnes plus grand que les fanatiques de la guerre. Et la grande question c'est de réunir ces forces qui veulent communément lutter contre la guerre malgré le rideau sanitaire, le rideau de fer et le rideau de bambou. C'est cette préoccupation qui exprime le 3^e FRONT ANTICAPITALISTE ET ANTITOTALITAIRE.

L'homme de la ville et de la campagne, le travailleur manuel et intellectuel, qui soit d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, est attaché à la paix parce que les malheurs de sa vie deviennent plus grands encore avec la guerre. Brisé dans un engrenage social, étourdi par des faits qui le cernent, atomisé dans une collectivité froide, les réflexes de la conservation le poussent d'instinct vers cette 3^e POSITION capable de détruire l'ennemi capitaliste et étatique de l'intérieur et, avec lui, les causes de guerre.

ZINOPOLOUS.

La hausse des prix

(Suite de la première page.)

C'est là le grand côté faible du mouvement ouvrier. Tant qu'il n'a pas trouvé le moyen de se passer de la machinerie étatique et capitaliste son sang et sa sueur sont le carburant classique qui fait marcher l'ensemble de la mécanique.

Si l'Etat excelle à mettre entre les mains des travailleurs engagés dans les bazookas ou des canons sans recul, il n'est pas qualifié pour administrer les choses comme la logique l'exigerait, c'est-à-dire assurer le droit à la vie dans la liberté et non dans un climat de haine et de réalité. Mais le pire c'est que dans les profondeurs de la population, le destin querelleur de l'Etat n'est pas encore bien compris, il est si peu que le « Vol d'Huit » peut encore se remplir à croquer pour entendre l'homme aux deux grands bras (qui montent et qui descendent), vociferer en termes flasques, sur un régime qu'il veut retenir en faisant le trique plus lourde.

La mégalomanie du bureaucrate de Carlton Garden s'irrite qu'un talent de 2 mètres de haut ne soit pas plus obligeusement sollicité.

L'ACTION CONTRE LE COURANT

Les travailleurs écourcés des politiciens, mais sans plus, les classes moyennes effrayées de la gabegie fiscale, devraient pourtant comprendre que ce n'est pas un symbole qui magiquement remettra tout en ordre, mais que ce n'est pas un effort vers l'ordre, c'est-à-dire un effort vers la gestion directe des entreprises, un effort vers l'assainissement de la distribution en détournant les circuits commerciaux abusifs ou inutiles. Le problème n'est pas un problème de préventions monarques et de lois de violence et de crimes, c'est un problème d'intelligence humaine, de solidarité, de coopération, de compétence et de justice. Et ce problème ne peut être résolu que par la grande masse des travailleurs munis et intellectuels, dans l'entreprise et dans la commune. Mais quel coup de balai ! Prêts, sous-prêts, mairies, agents du pouvoir central quel nettoyage à faire, car la saleté s'est accumulée pendant des siècles et la couche est épaisse.

Le problème social aujourd'hui face à la guerre qui menace et face aux manœuvres de la méthode répressive dite « Défense en surface » est un problème de courage et d'audace. En effet, il faut soulever la chape de plomb de la propagande de guerre pour pouvoir trouver des raisons de défendre le « biffet » malgré le vote du budget de réarmement.

Car il n'y a pas seulement l'agression des divisions soviétiques, il y a l'agression du capitalisme et de l'Etat responsable de la misère, des laddus, de l'aliénation ouvrière et ce climat de déses-

(1) L'exemple de la « grève Michelin » est très significatif. Onze semaines de grève pour la prime de 3.000 francs que les travailleurs n'obtiennent d'ailleurs pas.

(2) Initiative prise par le journal « Unité », organe des Comités pour la Démocratie et l'Unité syndicale.

L'INFLATION ET L'ÉTAT

(Suite de la première page)

retraités qui font les frais de la hausse des prix au profit de l'Etat, mais aussi les salariés, dont le pouvoir d'achat se traîne toujours derrière l'augmentation des prix. Et n'oublions pas que l'Etat, en France, est le principal pâton.

« Voilà, comme dit Alfred Sauvy

dans la « Revue Economique », un procédé qui a permis de financer les énormes sommes exigées par les guerres, les armements et les non moins coûteuses erreurs malhauziennes de politique économique ». Mais cet économiste distingué, s'il fait preuve d'une admirable formation de statisticien, n'en reste pas moins d'une incomparable naïveté en ce qui concerne l'interprétation des chiffres. Pour lui la hausse des prix, qui nourrit l'Etat, est une sorte de hasard providentiel mais non influencé par les hommes d'Etat. Il déclare expressément : « On peut chercher aussi profondément que possible dans les annales de tout le pays : aucun homme politique ne s'est jamais prononcé en faveur de la dépréciation chronique d'une partie de la hausse des prix systématique. Aucun financier n'a jamais exprimé l'espérance de voir la dette publique réduite par ce moyen aucun économiste n'a décrit la dépréciation continue comme un système

ne prendre que la France, c'est de 1914 que date la décadence du système capitaliste et c'est aussi de 1914 que le recours constant à l'inflation. Ce n'est pas par hasard. Plus généralement, l'inflation est un phénomène mondial qui caractérise la décadence mondiale du capitalisme, et qui tente d'en atténuer les effets en surexploitant le travail. Il n'est pas même la prétendue patrie du socialisme qui en soit exempt, et lorsque l'inénarrable Charles Bettelheim, le crypto-stalinien qui se dit économiste, nous assure du contraire dans les « Cahiers du Musée Social », nous nous permettons de ricaner. Il parle triomphalisme de la « baisse régulière des prix (baisse de l'ordre de 15 à 25 % par an) que l'on enregistre depuis 1947 », en oubliant de parler de la réévaluation du rouleau qui est intervenue dans l'intervalle, consistant à obliguer tous les porteurs de rouleaux anciens à les échanger contre un nombre très inférieur de nouveaux rouleaux. Pour donner une idée de l'opération, qu'en sache que l'argent dû par l'Etat aux particuliers et aux collectivités a été payé, après la réévaluation, après calcul dans la nouvelle monnaie, tandis qu'il a été décidé que, pour l'argent dû à l'Etat, les sommes à payer en nouveaux rouleaux demeuraient identiques aux anciennes. C'est une splendide opération de vol organisé, au profit de l'Etat. Et après cela, il vient des Bettleheim pour déclarer la bouchée en cœur que les prix baissent en oubliant de spécifier qu'il ne s'agit pas de la même monnaie. Misère des chiffres...

René MICHEL.

S. I. A.

Grand Festival Familial
FRANCO-ESPAGNOL
Salle des Sociétés Savantes

LE 27 JANVIER
de 20 heures à minuit
et... BAL DE NUIT jusqu'à l'aube

Métro : Odéon

L'ACTION UNIVERSITAIRE

ES appels aux Etudiants que nous avons lancé dans les précédents numéros du « Lib » ne sont pas restés sans succès. Nombreux en effet sont les Universitaires qui suivent avec sympathie l'action de notre Fédération. A leur intention, schématisons brièvement comment se connaît l'action anarchiste dans les Facs.

Soulignons tout d'abord que notre but ne doit pas être le regroupement d'une masse hétéroclite et sans consistance : il ne s'agit pas de proclamer « qui que vous soyez, venez à nous », mais de réunir des éléments sérieux en vue d'une action révolutionnaire collective et concertée.

Pour décrire ces éléments, il nous faut pratiquer systématiquement la politique de présence. C'est dans la mesure où nous manifesterons notre existence, où nous saurons mettre en relief l'ESPRIT « 3^e FRONT » qui nous anime, que nous pourrons espérer non seulement attirer les meilleurs éléments d'une masse étudiante qui est dans un état de débouché tout entier, par le maintien de son Etat, par l'assurance de débouchés de guerre à son industrie, par le retard qu'ont toujours les salaires sur le prix des marchandises. L'inflation est la rigole par laquelle la substance vive du travail vient alimenter l'anémie chronique d'un système social pourri. Pour

de qu'actuellement aucun regroupement étudiant ne satisfait entièrement ses adhérents et c'est à partir de cette certitude qu'il nous faut orienter notre action.

Par conséquent, il incombe aux étudiants qui se veulent révolutionnaires, de se manifester :

1^{er}) au sein de la masse informée, par une attitude dynamique.

2nd) Dans les organismes étudiants, en tant qu'éternels « empêcheurs de dormir en rond » (si j'ose dire).

3rd) Au sein des « Autorités universitaires pour protester à chaque infraction à l'encontre des maires libertés qui sont encore conservées.

Cela requiert déjà la coordination des efforts. Il nous faudra donc, avant tout, nous maintenir en rapport avec les camarades agissant sur le même terrain que nous et ne rien négliger pour établir des liaisons.

Le combat révolutionnaire sur le plan universitaire ne peut être productif que si nous sommes tous dominés par le souci de la COORDINATION DE NOTRE ACTION.

Pierre HEM.

Ecrire : Responsable étudiant. Commission des Jeunes, 145, quai de Valmy, Paris-X^e.